

TCHAD

Des centaines de blessés, surtout civils, à N'Djamena

Les combats entre forces tchadiennes et rebelles ont fait plusieurs centaines de blessés à N'Djamena, essentiellement des civils atteints par des « balles perdues », a annoncé hier à l'AFP à Paris l'organisation humanitaire Médecins sans Frontières (MSF).

Une équipe de MSF travaillant dans un hôpital du sud de la capitale tchadienne a accueilli pour la seule journée de d'avant-hier 48 blessés dont « seulement un combattant », le reste étant des civils, a précisé Isabelle Defourny, responsable de programmes MSF au Tchad, jointe à Paris.

Dans un autre établissement, l'hôpital de la Liberté, ont été dénombrés environ 200 blessés, selon des informations transmises à MSF par la Croix-Rouge tchadienne, a ajouté Mme Defourny, soulignant que cet établissement était complètement démuné de moyens, « sans médecin ni chirurgien ». Elle a précisé que les équipes de MSF sur place

ne pouvaient se prononcer sur le nombre de morts qu'ont occasionné les combats. L'accès aux blessés et l'approvisionnement en matériel sont rendus très compliqués par les échanges de tirs qui limitent les déplacements en ville.

Les personnes amenées dans les hôpitaux souffrent « essentiellement de blessures par balles, surtout des balles perdues », a encore déclaré la responsable de MSF.

MSF compte plus de 300 employés au Tchad, la plupart dans l'est du pays vers la frontière soudanaise, où l'organisation ne signalait pas de difficultés particulières hier après-midi. Parmi la trentaine d'employés expatriés, trois ont



Les affrontements reprennent de plus bel.

d'ores et déjà quitté le pays : un par l'entremise de l'armée française, en avion vers Libreville, et deux par la route vers le nord du Cameroun, toujours selon Mme Defourny.

De son côté, l'action contre

la faim (ACF) qui fait travailler quelque 200 personnes au Tchad (dont une dizaine d'expatriés) a indiqué que trois employées françaises basées à N'Djamena avaient été évacuées vers Libreville.

Photo : DR

Le grand marché et la radio pillés et détruits

Le grand marché de N'Djamena et la radio nationale tchadienne ont été détruits dimanche par des incendies et des pillages, ont indiqué des témoins à l'AFP.

«Le marché public a été en partie incendié dans la matinée à la suite d'un tir d'obus d'un hélicoptère (de l'armée tchadienne) visant des rebelles», a affirmé à l'AFP un témoin.

«Ce début d'incendie a créé un début panique, puis la foule est revenue pour piller tout le marché, le spectacle est désolant», a ajouté ce témoin, soulignant que le Tchad «retourne en arrière». La radio a été détruite, pillée par la foule, selon un autre témoin.

Jusqu'en milieu de matinée un char de l'armée avait gardé le bâtiment puis s'est retiré faute de munitions.

Les rebelles se sont alors emparés du bâtiment puis l'ont quitté aussi, selon cette source.

«C'est à ce moment-là que la foule s'est précipitée et a saccagé les locaux, cassant les matériels de diffusion, emportant les ordinateurs», a indiqué un responsable de la radio, affirmant qu'elle était désormais hors d'état de fonctionnement.

Le Soudan nie toute implication dans les combats

Le Soudan a nié hier toute implication dans les combats au Tchad, pays voisin où des rebelles, venus de l'est, sont entrés à N'Djamena avant-hier, et a appelé les parties en conflit à la retenue.

«Ce qui se passe au Tchad est une affaire interne et nous n'avons rien à y voir. Nous souhaitons que la situation se calme dans ce pays et continuer à avoir des relations de bon voisinage» avec le Tchad, a déclaré à la presse le ministre d'Etat aux Affaires étrangères, Sammani al-Wassila.

Le préfet d'Adré (est du Tchad, à la frontière avec le Soudan) avait affirmé peu auparavant que la rébellion tchadienne, qui affronte depuis avant-hier à N'Djamena les

forces gouvernementales, avait attaqué hier la préfecture de cette région avec le soutien de l'aviation soudanaise.

«Les rebelles sont soutenus par des hélicoptères soudanais et des Antonov de l'armée soudanaise», avait déclaré le général Abadi Saïr, préfet d'Adré, ville située à 800 km à l'est de N'Djamena.

Dans un communiqué, le ministère soudanais des Affaires étrangères a de nouveau appelé les parties en conflit au Tchad à la retenue et au dialogue pour résoudre

leurs différends. Accusation et démenti d'une implication de Khartoum dans le conflit en cours au Tchad interviennent alors que les combats ont repris hier, après une nuit d'accalmie, entre l'armée et les rebelles tchadiens au cœur de N'Djamena.

L'issue de l'affrontement demeurerait très incertaine dans la capitale tchadienne.

Les relations bilatérales entre le Soudan et le Tchad sont empoisonnées de longue date par des accusations mutuelles de soutien aux rebelles de chaque régime.

La crise larvée a été ponctuée de coups d'éclats — N'Djamena rompant ses rela-

tions avec Khartoum en 2006 — et de réconciliations éphémères. En janvier, le gouvernement soudanais avait fait état de bombardements aériens tchadiens de positions au Darfour, une province frontalière du Tchad, dans l'ouest du Soudan, et affirmé qu'il se réservait le droit d'y riposter.

N'Djamena avait reconnu au cours du même mois avoir bombardé des positions rebelles au Soudan. Interrogé par l'AFP, le porte-parole du gouvernement de N'Djamena avait répondu : «Comme ils (les rebelles) viennent du Soudan, ce n'est pas surprenant qu'on les frappe là d'où ils sortent.»

Deux soldats français «légèrement blessés» à N'Djamena

Deux soldats français ont été «légèrement blessés» dans les combats entre forces tchadiennes et rebelles avant-hier à N'Djamena, a-t-on appris auprès de l'état-major des armées à Paris.

«Ils ont été atteints par des éclats autour de points de regroupement des ressortissants étrangers», a indiqué le capitaine de vaisseau Christophe Prazuck, de l'état-major, précisant qu'il s'agissait «probablement de balles perdues».

«Les convois blindés qui transportent des ressortissants essuient des tirs mais nous n'avons pas le sentiment qu'il s'agisse d'attaques délibérées ou d'une menace directe dirigée contre nos compatriotes et nos forces», a ajouté le commandant Prazuck.

Poursuite des combats dans la capitale, attaque rebelle à la frontière soudanaise

Les combats ont repris hier après une nuit d'accalmie entre l'armée et les rebelles tchadiens au cœur de N'Djamena, où l'issue de l'affrontement demeurerait très incertaine tandis que l'armée française procédait à l'évacuation des étrangers.

La rébellion a attaqué hier la préfecture d'Adré, à la frontière du Soudan (est) avec, selon le préfet tchadien de région, le soutien d'hélicoptères et d'Antonov de l'armée soudanaise. «Ils sont nombreux mais on résiste», a ajouté le général Abadi Saïr. A N'Djamena, la situation «reste très incertaine et il est difficile de déterminer qui contrôle quoi», a indiqué une source militaire. Autour du quartier de la présidence, «c'est mouvant».

«On a fait une première offensive ce matin pour tester leur capacité de résistance. Ils ont une capacité militaire grâce aux chars et aux hélicoptères mais ils manquent

d'hommes», a indiqué le porte-parole des rebelles Abderaman Khoulamallah. Selon lui, trois chars de l'armée régulière ont été détruits. Dans la matinée, les forces gouvernementales ont demandé aux habitants d'évacuer le quartier de la présidence. Selon un témoin, un char de l'armée défendait l'accès de la radio nationale en tirant à vue. Aucun bilan officiel des combats n'a été diffusé. Mais ces affrontements, les premiers à N'Djamena depuis l'offensive rebelle de 2006, ont fait plusieurs centaines de blessés, essentiellement des civils touchés par des «balles perdues», a annoncé à l'AFP l'organisation Médecins sans frontières.

Des cadavres ont aussi été vus par des témoins dans les rues de N'Djamena. «On empêche les enfants de sortir, tout le monde redoute les balles perdues (...) j'ai vu passer devant chez moi des voeux avec des sacs, des chaises sur la tête», a indiqué un médecin

tchadien habitant près du centre. «La grande peur, que ce soit Deby ou les rebelles qui aient la victoire, c'est les règlements de comptes qu'il va y avoir après en ville». Le ministre français de la Défense, Hervé Morin a confirmé que le chef d'état-major tchadien, Daoud Soumain, avait été tué dans des combats vendredi à Massaguet, à 50 km à vol d'oiseau de N'Djamena.

Au moins 400 habitants de la capitale se sont réfugiés au Cameroun à Kousséri, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Depuis samedi soir, plus de 500 étrangers dont 217 Français ont été évacués vers Libreville par des vols militaires français.

Deux avions devaient quitter la capitale gabonaise pour Paris hier, selon l'armée française, présente au Tchad avec 1.450 militaires dans le cadre du dispositif Epervier. Avant-hier, l'aviation française s'était bornée à sécuriser l'aéroport. Mais hier,

des chasseurs Mirage F1 ont effectué des vols au-dessus de N'Djamena, selon des sources militaires. Les appareils ont ensuite été «mis à l'abri» dans des pays voisins. «Nous ne sommes pas allés prendre l'aéroport pour ne pas gêner l'évacuation des ressortissants étrangers, et maintenant l'armée française laisse décoller les hélicoptères (tchadiens) qui viennent nous attaquer», a regretté Abderaman Khoulamallah.

Les combats, hier, semblaient sonner le glas d'un cessez-le-feu que le dirigeant libyen Mouammar Khadafi, médiateur désigné par l'Union africaine avait affirmé samedi soir avoir négocié avec l'un des trois chefs rebelles. Les rebelles, malgré des intérêts divergents, se sont alliés mi-décembre sous la pression du Soudan, selon des experts. Khartoum souhaite notamment, estiment ces mêmes experts, perturber le lancement de la force européenne au Tchad et en

Centrafrique (Eufor) destinée à protéger les réfugiés du Darfour (ouest du Soudan). Hervé Morin a indiqué hier que le déploiement de l'Eufor était «suspendu jusqu'à mercredi». Le chef des rebelles du Rassemblement pour le changement (RFC), Timane Erdimi, a affirmé que son mouvement ne voyait «plus aucun inconvénient» à la présence de l'Eufor, si elle n'avait pour mission que de «sécuriser les déplacés et les réfugiés», dans une interview publiée par le Journal du Dimanche à Paris.

Encerclé avant-hier à la mi-journée, le président Idriss Deby Itno avait ensuite desserré l'étau autour de son palais. Ce chef militaire arrivé au pouvoir par les armes en 1990, lui aussi à partir du Soudan, a réussi à plusieurs reprises ces dernières années à renverser des situations militaires difficiles. La France lui a proposé dès vendredi de le faire sortir du Tchad s'il le souhaitait, mais il a refusé.